

La lettre de Dominique MARTIN

N° 8
Juillet-Septembre 2018



Votre député français au Parlement européen
Circonscription Sud-Est

www.dominique-martin.com

TABLE DES MATIÈRES

P.03	ÉDITO
P.04	DISPOSITIF HOPE Sur les 6 millions de chômeurs, la priorité va aux 36000 clandestins qui nous ont forcé la main.
P.05	PARLEMENT EUROPÉEN Le nouveau lexique du Parlement européen est à son image : décadent. « Halal-hippie », « Eurogeddon », « Bancopole » : découvrez ce charabia !
P.06	TERRORISME Nous formons les djihadistes de demain ! VICTIMES DU TERRORISME la France doit être solidaire des personnes blessées ! La règle d'or de l'UE, c'est j'achète américain. EMMANUEL MACRON Le Président des très riches, est-il incompetent en matière industrielle ?
P.07	AIR FRANCE Air France vous mène en bateau... Mais pas autant que nos gouvernements successifs ! TRAVAILLEURS DÉTACHÉS Révision des travailleurs détachés : l'abstention s'impose. <i>(reprise du communiqué)</i>
P.08	QUELQUES CHIFFRES ARTICLE LOCAL HAUTE-SAVOIE : L'INSÉCURITÉ SOCIALE ET SANITAIRE, CONSÉQUENCE DES CHOIX EUROPÉENS
P.09	VOTRE ÉLU SUR LE TERRAIN Photos.

ME CONTACTER

Parlement européen
Dominique Martin
60, rue Wiertz
ASP 01 G 359
B-1047 Bruxelles

Tél. : +32(0)2 28 47402
@ dominique.martin@europarl.europa.eu
Site internet :
www.dominique-martin.com

 facebook.com/DMartinFN
 twitter.com/DMartinFN



Budget 400 de Dominique Martin
Les propos tenus dans ce document n'engagent en rien le Parlement européen qui ne saurait être tenu pour responsable
Directeur de la publication : Dominique Martin
Maquette : e-Politic
Impression : e-Politic
Dépôt Légal : 2e Trimestre 2018 / N° de commission paritaire : en cours
Crédits photos : DR - Parlement européen - Fotolia

ÉDITO

“**Q**ue veulent nos concitoyens ? La sécurité et l’emploi ! Qu’organisent Macron et Bruxelles ? L’insécurité et le chômage ! Ces derniers mois, le secteur de l’emploi a tout particulièrement été touché en France. Les médias vendent une reprise économique, mais, en réalité, les chiffres de Pôle Emploi sont loin d’être rassurants !

Au total, le nombre de demandeurs d’emploi en catégories A, B, C s’aggrave de 2,1 % sur un an. Il faut se rendre sur le site officiel de Pôle Emploi pour trouver ces chiffres, cachés par les journalistes pro-Macron.

Grèves chez Air France, salariés d’Alstom sacrifiés, nouvelles formes de contrats précaires ou encore travailleurs du BTP délaissés par la révision de la Directive travailleurs détachés : de trop nombreuses réformes qui mettent en colère !

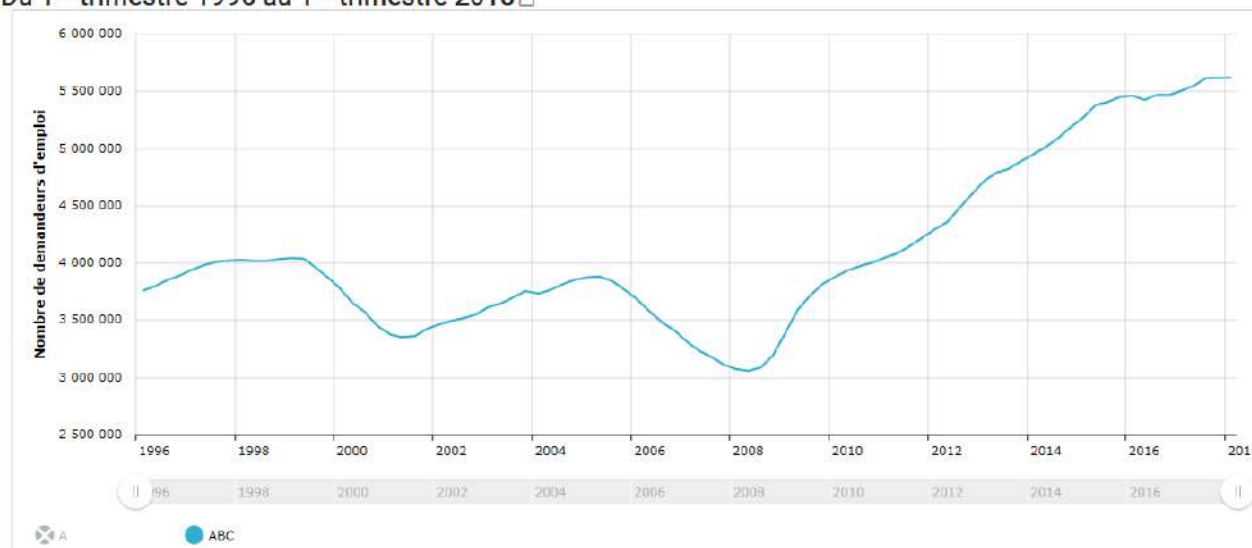
Le 13 juin, Macron enfonce le clou en critiquant les aides sociales qui coûtent « un pognon dingue » et les pauvres qu’il faut « responsabiliser ». On vous le disait : le Président des riches ! Les Français acceptent des contrats précaires, des petits boulots mal payés, en particulier pour les jeunes et les femmes à temps partiel.

Ils ne connaissant pas forcément leurs emplois du temps à l’avance. Ils ont recours à l’économie collaborative pour pouvoir acheter de la viande à la fin du mois. Les Français savent ce que c’est la « responsabilisation » quand ils vont travailler pour 700 euros par mois.

Dominique Martin

Une courbe qui ne s’inverse pas franchement...

Demandeurs d’emploi inscrits à Pôle emploi, Catégorie A, ABC - France métropolitaine
Du 1^{er} trimestre 1996 au 1^{er} trimestre 2018



Source : Pôle emploi - Dares, STMT, Données CVS-CJO.

Dispositif Hope : sur les 6 millions de chômeurs, la priorité va aux 36000 clandestins qui nous ont forcé la main.

IMMIGRATION | Le dispositif Hope forme un millier de bénéficiaires du droit d'asile

Réfugiés : objectif, un emploi

Expérimenté en Ile-de-France et dans les Hauts-de-France en 2016-2017, le dispositif forme dans des secteurs en tension comme le BTP ou l'industrie. Nous avons pu suivre ces stagiaires aux parcours de vie hors norme. Reportage.



Ekmatullah Ekmat, originaire d'Afghanistan, est en contrat professionnel chez Saveurs d'Orient, supermarché oriental, à Vandoeuvre. Photo A.M.

Ce matin de juin, juste avant midi, le soleil cogne fort sur le chantier d'un grand complexe tertiaire dans la banlieue de Nancy. Shawali, 36 ans, et ses collègues de l'entreprise Sogea-Est, terminent des travaux de canalisation. Casqué, bouchons anti-bruit vissés dans les oreilles, chabuble orange sur les épaules, il ressemble comme deux gouttes d'eau aux autres ouvriers. Pourtant son histoire est singulière. Jusqu'en 2015, il dirigeait une entreprise de construction à Kaboul. Menacé, il est contraint de fuir son pays et obtient le statut de réfugié en France. « Ça devenait trop dangereux pour moi. Mais j'espère que ma famille me rejoindra bientôt. Pour l'instant, je me sens un peu comme un poisson hors de son bocal », raconte Shawali en rejoignant l'ombre des baraques de chantier pour la pause. Dans quelques jours, il va commencer un contrat de professionnalisation comme canalisateur. Il est un des mille réfugiés formés en France par l'AFPA (l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes) sous l'égide de trois ministères (Travail, Intérieur, Logement) et des groupements d'employeurs, dans des secteurs en tension (BTP, industrie, restauration rapide, grande distribution).



Jacques Masson, responsable Sogea-Est, a choisi de recruter via le projet Hope. Photo A.M.

Le projet Hope (Hébergement, Orientation, Parcours vers l'Emploi) est né en 2015 lorsque l'AFPA a mis 4 000 lits à disposition de l'Etat en préparation du démantèlement des camps de Calais.

« Son goût pour apprendre »

Alors que la crise migratoire enflamme toujours l'Europe et la France, ces réfugiés sont en passe de retrouver une vie presque normale. « Vous savez, il parle mieux anglais que nous. Alors on se débrouille, en français ou avec les mains », souffle Steven, son chef d'équipe. Jacques Masson, qui dirige Sogea-Est, avait été surpris par son profil lorsqu'il l'a recruté il y a un mois. « Sa volonté, son goût pour apprendre, c'était top. Sur un chantier, les différences ne sont pas un problème. On peinait à embaucher. Si le dispositif Hope est prolongé, je prendrais ma part ». En Lorraine, une trentaine de réfugiés, des Afghans et des Soudanais (mais aussi des Albanais et des Erythréens...) âgés pour la plupart de moins de 30 ans, ont intégré depuis janvier 2018 le dispositif qui avait été testé en Ile-de-France et dans les Hauts-de-France en 2016-2017. A l'AFPA de Saint-Avold, tout n'a pas été toujours simple dans un secteur de Moselle où le vote FN a explosé ces dernières années.

Alain MORVAN



A gauche : Awad, réfugié soudanais, en formation à Saint-Avold, en Moselle. A droite : Shawali Wardak, réfugié afghan, travaille pour Sogea Est (BTP), à Velaine-en-Haye, dans le cadre du dispositif Hope. Photos AM.



Le projet Hope

555 stagiaires en cours de formation



405 stagiaires supplémentaires depuis avril

- 11 métiers concernés sur cinq grands secteurs :



BTP



Restauration rapide



Industrie

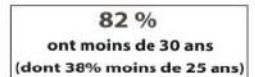


Grande distribution



Spectacle vivant

- Près de 20 nationalités représentées :



Source : Afpa

Infographie : Le Républicain Lorrain

« Un ticket pour une nouvelle vie »

Ce matin-là, Antoine Santin, le directeur de l'AFPA de Saint-Avold, gère les conséquences désastreuses des orages dans le secteur.

Sans courant, pas moyen d'utiliser les machines. « Le groupe Hope va travailler sur les protocoles internes à PSA, puisqu'ils entrent à l'école interne Peugeot à Metz la semaine prochaine. Et puis il y a le cours de français langue étrangère tout à l'heure ».

Nasser, 26 ans, a fui le Darfour (Soudan) après la mort de deux de ses frères. En 2016, il a pris le chemin risqué sur lequel des mil-

liers de migrants ont laissé leur peau. « Oui, Libye, traversée de la Méditerranée, Italie puis France. C'était très dur. Surtout la Libye », avoue le jeune homme. Dans sa petite chambre bien rangée, il est très heureux.

« Il comprend très vite »

« J'ai fait de la mécanique dans mon pays. Peugeot ? Je vais travailler sur les boîtes de vitesse ». On le retrouve quelques jours plus tard sur le site du premier employeur du Grand-Est dont trois sites (Charleville-Mézières, Sochaux et Metz) accueillent des réfu-

giés. Ses formateurs sont satisfaits : « Quand on pose le carter, on n'a droit qu'à un seul essai. Il comprend très vite », analyse Eric Morge.

A 70 kilomètres de là, à Vandoeuvre, dans la banlieue de Nancy, Ekmat, l'Afghan de 23 ans, fait des allers-retours entre les frigos du supermarché qui l'emploie et son rayon, le libre-service frais. « J'étais commerçant dans mon pays mais les Talibans m'ont chassé. Je suis très intégré dans l'équipe, ici. Hope, pour moi, c'est un ticket pour une nouvelle vie. »

LE CHIFFRE

36000 demandes d'asile sur 100 755 dossiers enregistrés en 2017 ont abouti à l'octroi d'une protection. Les personnes bénéficiant d'un statut protégé occupent une place marginale dans les flux migratoires vers la France.



Le nouveau lexique du Parlement européen est à son image : décadent.

« Halal-hippie », « Eurogeddon », « Bancopole » : découvrez ce charabia !



Nous avons évoqué il y a quelques mois comment le Parlement européen vous mentait par une fausse terminologie : « flexisécurité », « réformes structurelles », etc. Nous allons ici décrypter ce flot de nouveaux termes, à l'image du Parlement : décadent.

À chaque siècle, notre vocabulaire s'enrichit.

Par exemple, au XVIème siècle, les Italiens enrichissent la langue française de 450 mots issus de la guerre et de l'art comme « arsenal », « opéra » ou encore « violon »¹.

« **Descenseur social** » : un terme qui est malheureusement à l'image de ce que propose l'Union européenne ! C'est l'inverse de la progression sociale. Les classes moyennes se retrouvent tirées vers le bas par l'alourdissement des charges fiscales.

C'est désolant que cela devienne courant au point d'inventer un nouveau mot...

« **Prekariat** » : terme inventé par les Polonais pour désigner les classes sociales exploitées (travaillant

à temps partiel ou temporaire) et recevant une rémunération faible ne permettant pas de planifier pour le futur. C'est que nous dénonçons en novembre lors du colloque sur l'économie collaborative et l'ubérisation de la société. Beaucoup de contrats atypiques sont aujourd'hui précaires et ne permettent pas de garantir un minimum de sécurité aux travailleurs.

« **Eurogeddon** » : c'est la menace que l'Euro-zone explose à cause d'une crise financière.

C'est un mot à lier à « **Bancopole** » : un scandale financier bancaire.

Ce n'est pas faute de dénoncer ces deux phénomènes...

« **Ethnobusiness** » : C'est une pratique de certains entrepreneurs qui exploitent les dispositifs légaux d'aides aux minorités pour se faire de l'argent.

Quoi d'étonnant quand on constate les sommes indécentes gaspillées ici et là dans les projets comportant les mots clefs « migrants » ou « minorité ethnique ». Des exemples ?

10 000 euros par migrant qui souhaiterait prendre des cours de cuisine ethnique en Italie.

700 000 euros pour 25 clubs sportifs qui feraient jouer des réfugiés. Indécent.

« **Halal-hippie** »¹ : dans une tentative d'être favorable aux migrants. Ce terme défend les tendances anti-intégration propres à la culture migrante. Par exemple, manger halal ou conserver le voile.

Là où le Rassemblement National promeut l'assimilation au lieu de l'intégration, le Parlement se voit obligé de coucher sur le papier un terme désignant tout l'inverse : halal-hippie.

Le vocabulaire représente la culture, l'économie et la société à un temps donné. Si on en croit la nouvelle liste des mots en 2018, ce n'est pas rassurant !

¹ <http://www.espacefrancais.com/histoire-resumee-du-vocabulaire-francais/#Outre-ce-fonds-primitif-n-du-latin-le-francais-est-enrichi-et-senrichit-chaque-jour-de-mots-trangers>

² Multilingual dictionary, 4ème édition, édité par le Parlement européen, page 78.

Terrorisme : nous formons les djihadistes de demain !



J'ai proposé à la Commission européenne l'interdiction des candidatures d'étudiants issus de pays à risque dans nos formations européennes universitaires sensibles, notamment celles apprenant à manipuler/ créer le nucléaire, les produits et laboratoires chimiques, le radiologique et le bactériologique. En effet, les experts des cellules anti-terroristes redoutent que les prochaines attaquent changent de nature et soient encore plus destructrices.

Victimes du terrorisme : la France doit être solidaire des personnes blessées !

Les journalistes osent aborder le nombre de victimes décédées suite aux attaques terroristes car bien malheureusement ces tristes chiffres font vendre. En revanche, il est bien rare qu'ils abordent la question des personnes blessées: 8 700 depuis 2001 en Europe ! Nous avons proposé de les aider à se réinsérer professionnellement, notamment par l'allocation des Fonds européens existants.



Emmanuel Macron, le Président des très riches, est-il incompétent en matière industrielle ?



Vous le savez, Macron est co-responsable avec la Commission de Bruxelles de l'avenir des employés de feu Alstom énergie. En 2014 déjà, il poussait la vente à General Electric (GE) plutôt qu'à Siemens...

General Electric a d'ailleurs vu son cours de bourse divisé par 4 depuis l'an 2000 et

12 000 emplois sont menacés dont ceux des ex-Alstom, de

Grenoble à Belfort. La solution des requins de la finance pour relancer un cours de bourse est appliquée avec un plan de restructuration massif (1 milliard pour la France) et une vente à la découpe de l'entreprise.

Le PDG de GE suit bien le logiciel de l'ex-banquier Macron : transformer des géants industriels en fumée financière. Un profit rapide pour certains initiés, les très riches, à l'encontre de l'intérêt des employés mis sur le carreau et des pays privés d'avenir. Ni la Commission, ni Macron n'ont eu de vision d'autonomie stratégique pour l'Europe dans ce dossier. Si le Président souhaitait vraiment le rayonnement de la France et l'inversion de la courbe du chômage, il rachèterait les activités stratégiques d'Alstom vendues aux Américains, et même celles de General Electric. Les Américains n'en veulent plus ! Alors que chaque année nous donnons 8 milliards d'euros nets aux autres pays européens en pure perte, Alstom fut abandonné pour seulement 7 milliards.

Air France vous mène en bateau... Mais pas autant que nos gouvernements successifs !

Air France a licencié 2000 personnes en 2017, en plus des 4000 salariés que l'entreprise a remerciés en 2013. Un chiffre scandaleux car on constate un bilan très positif : 1,5 milliard d'euros (+42%) de résultat opérationnel !

Pour preuve ? Les bonus versés ont augmenté de 176 millions d'euros par rapport à 2016, et le PDG s'est versé une confortable rémunération de 1,1 million d'euros. Peut-on blâmer directement l'État français pour ces licenciements ? Difficile car il ne dispose plus que de 14% du capital ! En comparaison, les Chinois et les Américains en détiennent 18% !

À force de vendre nos fleurons français aux sociétés étrangères, Macron et ses alliés politiques ne sont plus en mesure de sauver vos emplois, sans compter les bénéficiaires qui s'envolent vers la Chine au lieu de gonfler le patrimoine français. Par ailleurs, comme en décembre 2014, Macron se contente de demander des fonds à la Commission de Bruxelles au nom de « l'adaptation à la mondialisation ». Les « mesurette »

envisagées pour la reconversion du personnel d'Air France (2 000 euros par personne pour devenir apiculteur ou Professeur de français pour étrangers) sont un affront fait à nos concitoyens.

Les migrants, eux, bénéficient de 10 000 euros par personne pour prendre des cours de cuisine ethnique ! ...

Il faut arrêter de vendre nos biens (terres, sociétés, savoir-faire) aux plus offrants, au risque de perdre notre souveraineté ! Enfin, la préférence nationale doit être la norme dans l'allocation des fonds de reconversion. Bruxelles nous promettait le miel ? Pas de convertir des pilotes en apiculteurs !

RÉVISION DES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS : L'ABSTENTION S'IMPOSE. (REPRISE DU COMMUNIQUÉ)



Que dire de la révision de la Directive des travailleurs détachés visant à diminuer le dumping social Est-Ouest, dumping que l'Union européenne a institué, partis de droite comme de gauche, au sein même de cette Union européenne ?

516 000 travailleurs détachés en France en 2017 ! Ce sont 516 000 emplois en moins pour les Français ! Il y a quelques bonnes initiatives que nous soutenons : égalité de rémunération et de défraiement, ou encore encadrement de la durée.

Mais malheureusement, l'Union européenne se rend complice de l'organisation de cette concurrence déloyale.

- Aucune disposition spécifique sur le taux horaire, les travailleurs détachés seront donc rémunérés sur la base des 35h même s'ils en font 60 !

- Aucune disposition sur la sous-traitance et l'intérim qui recrute dans le monde entier comme ces Equatoriens engagés en Espagne pour travailler en France.

- Aucune disposition sur la responsabilité des entreprises donneuses d'ordres en cas de fraude, et pourtant ces fraudes sont nombreuses ! Sans parler des problèmes du détachement en cascade...

Enfin, on pourrait qualifier cette « réformette » de mensongère car les différences de charges sociales ne sont toujours pas prises en compte, comme le secteur du transport d'ailleurs. Les travailleurs détachés des pays de l'Est seront toujours moins chers que nos travailleurs nationaux. Nous proposons même salaire, mêmes charges sociales, pour tous, et dès le premier jour : plus simple et plus équitable.

HAUTE-SAVOIE : L'INSÉCURITÉ SOCIALE ET SANITAIRE, CONSÉQUENCE DES CHOIX EUROPÉENS



Ma ville de Cluses bénéficie d'une position privilégiée au milieu du désert médical français : elle possède une clinique. Cette clinique, fort ancienne, avait fermé, puis, avec beaucoup d'efforts, avait pu rouvrir en 2015. Cette réouverture s'augurait déjà sous de sombres auspices, entre des recours des cliniques des environs et le retrait des autorisations d'exercer par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Pourtant, cette clinique avait des projets d'évolution, que je soutenais pleinement, à preuve l'acquisition en cours de terrains pour construire de nouveaux bâtiments, plus modernes et accessibles notamment aux urgences. Si Cluses en elle-même, avec moins de 18 000 habitants recensés, peut apparaître trop petite pour posséder une clinique, il faut prendre en compte l'intégralité des 45 000 habitants du bassin de population, plus le grand nombre de touristes venant skier ou randonner dans nos montagnes.

Malheureusement, la nouvelle de la fermeture prochaine de la clinique est tombée en ce mois de juin. Il est donc important d'en analyser les causes et d'en désigner les responsables.

Le responsable direct, c'est l'ARS. En effet, cet organisme, créé suite la loi Bachelot, qui elle-même s'appuyait sur les analyses du rapport Larcher, tous de bons Républicains, organise l'offre de soin, selon des critères marchands éloignés des considérations humaines. Qu'importe qu'il

faille 45 minutes pour se rendre aux urgences les plus proches, si le maintien d'une structure de proximité n'est pas « rentable ». L'ARS a donc amplifié le désert médical de notre pays.

Mais il y a plus. Selon le grand principe selon lequel chacun doit se recentrer sur ses compétences propres, ce qui en soit ne serait pas un mal, l'ARS encourage la séparation des activités. Ainsi, les bâtiments ne doivent plus être détenus en propre, mais loués. Évidemment, à des sociétés privées. Ainsi, la construction du Centre Hospitalier Alpes-Léman a été confiée à Eiffage, qui l'a réalisée pour 150 millions d'euro (2011). C'est ce qu'on appelle le Partenariat Public-Privé. L'ARS loue donc les murs pour 1 million par mois, soit 12 millions par an pendant 35 ans. À comparer au budget de l'ARS pour toute la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit 328 millions (BP 2016). Quasiment 4% du budget pour la région entière est consacré à louer un seul bâtiment ! Pire : si comme nous vous savez multiplier, le montant total de la location à Eiffage de ce bâtiment construit pour 150 millions sera de 420 millions ! Pas étonnant qu'il ne reste pas assez d'argent pour les petits !

Mais M. Larcher, Mme Bachelot, et tous les autres, n'ont pas créé cette situation seuls. Ils ne font qu'appliquer les directives de l'Union européenne selon lesquelles les services publics doivent être démantelés et tous les secteurs d'activités livrés au secteur marchand. Le but est d'organiser une concurrence libre et non faussée, credo des libéraux, afin d'imiter les États-Unis où l'ambulancier commence par regarder quelle assurance vous avez avant de vous emmener à l'hôpital ou au mouvoir.

Pour ma part, je me bats résolument pour conserver un service public efficace dans les domaines qui ne doivent être laissés au privé. L'accès à la santé est primordial pour garantir la sécurité de nos concitoyens et garantir la survie de régions entières.

QUELQUES CHIFFRES :

■ ■ ■ **1 milliard**, c'est ce que la France aurait avancé pour l'Union européenne dans le cadre des règlements européens de sécurité sociale.

■ ■ ■ **262 000**, c'est le nombre de premiers titres de séjour délivrés par la France à des non-européens en 2017. Un triste record !

■ ■ ■ **2,7 milliards** d'euros, c'est l'argent issu des contribuables européens que le Président Juncker a annoncé verser en Afrique pour développer l'emploi partout sur le continent.

■ ■ ■ Le Fonds européen censé aider les victimes de la mondialisation (le FEAM) a reçu **150 millions d'euros** et est incapable d'évaluer (chiffres à l'appui) son efficacité !

Un Français qui gagne le SMIC doit remplir minutieusement sa déclaration d'impôts, pourquoi ne pas attendre la même rigueur des agences européennes ?

■ ■ ■ **150 millions** c'est aussi le nombre d'enfants exploités dans le monde. Pourtant, l'UE continue d'importer les produits de ces pays éloignés, refusant d'écouter le bon sens : acheter chez nous ou au moins chez nos alliés ■ ■ ■ ctueux des droits des enfants.

33 millions d'euros, c'est le budget (en publicité) pour inciter les électeurs à voter lors des élections européennes de 2019 !

VOTRE ÉLU SUR LE TERRAIN



Célébration de Sainte Jeanne d'Arc à Cannes, le 1er mai 2018.



Animation d'une table-ronde sur l'Europe et l'emploi, à Nice, le 1er mai.



Avec les militants du FN74, à Cannes pour le dépôt de gerbe au Monument aux Morts, le 1er mai.



Dépôt de gerbe au Monument aux Morts, à Cluses, le 8 mai.



Le 19 juin, à Bruxelles, je préside la Commission Emploi, faute de Député ! Ils sont tous absents malgré l'importance du débat sur les conditions de travail des travailleurs dans les secteurs à risque d'exploitation.



Le 20 juin, à Bruxelles, aux côtés du Président du syndicat patriote italien UGL, Monsieur Paolo Capone, et la chef de la délégation italienne ENF Mara Bizzotto.



Le 11 juillet, à Bruxelles, aux côtés de France Jamet et de cadres du Rassemblement National.



Dominique Martin remet une médaille à un pompier méritant le 14 juillet 2018 à Cluses